Lettre ouverte sur le décrochage scolaire

Howald, le 26 mai 2025.

Un·e sur douze

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1935 relative aux jeunes qui abandonnent leur formation professionnelle[1], le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse indique que, pour l'année scolaire 2023-2024, **1 884 élèves ont quitté l'école sans diplôme.** Cela représente 8,2 % des 22 973 élèves qui n'étaient plus soumis à l'obligation scolaire, soit **un·e sur douze**. Bien que ce pourcentage soit inférieur à l'objectif européen fixé à 9 % et à la moyenne européenne de 9,8 % selon Eurostat[2], ce chiffre n'en reste pas moins préoccupant. En effet, **il ne s'agit pas seulement d'un pourcentage, mais de parcours individuels d'élèves au sein du système éducatif.**

L'abandon scolaire ou l'abandon d'une formation est un **processus lent et cumulatif**, souvent amorcé dès les premières années de scolarité. Il naît dans l'interaction entre les élèves et l'institution scolaire, et provient du croisement de facteurs sociaux, cognitifs, émotionnels et économiques. Cela va des politiques éducatives aux situations vécues dans les lieux d'apprentissage, en passant par les interactions avec les enseignant·e·s et le cadre de vie des élèves. Autrement dit, le décrochage scolaire est **le fruit d'un système** et non d'un échec individuel.

« L'allongement » du cycle scolaire, - pratique ayant succédé au redoublement dans l'enseignement fondamental -, est un exemple d'expérience stigmatisante pour les élèves. Derrière ce nouveau terme se cache souvent une réalité inchangée : le signal d'un échec et d'une inadaptation précoce que l'enfant intègre dès l'âge de six ou sept ans. Le jeune tend à intérioriser cette information qui peut influencer négativement son sentiment d'appartenance au système scolaire. Cette « différenciation » peut, par ailleurs, mener à une socialisation difficile, à un manque d'estime de soi et ainsi renforcer le sentiment d'exclusion par rapport à l'école[3].

Sur l'année scolaire 2023-2024, 2 323 enfants ont eu droit à un **« allongement de cycle »**, contre 2 002 enfants en 2019.[4] Cela représente 8,45 %[5] des enfants, **soit à nouveau un·e enfant sur douze**. Ce taux, semblable à celui du décrochage scolaire, interroge quant à la corrélation entre ces deux phénomènes ; mais ceci reste difficile à confirmer, faute de suivi ni mécanismes d'évaluation suffisants. À l'inverse, dès le cycle 1, il faut noter qu'il y a 1 à 3 % d'enfants en avance sur leurs camarades du même âge.[6]

Parallèlement à ces risques systémiques, le décrochage scolaire est aussi influencé par des **facteurs individuels** tels que le genre, - les garçons sont davantage concernés, représentant 63 % des décrocheurs[7] -, les troubles du comportement, la propension à la violence, la santé mentale, le

manque de motivation et d'intérêt, de discipline, les difficultés d'apprentissage, la précocité intellectuelle ou encore une inadaptation au système scolaire traditionnel[8].

Les **enfants à besoins spécifiques sont de plus en plus nombreux**[9] ; cependant, le manque de cohérence dans les statistiques disponibles empêche d'évaluer clairement l'ampleur de cette augmentation. Selon le ministère de l'Education, les difficultés les plus courantes concernent le développement du langage, le développement cognitif, les troubles du spectre autistique (TSA) et le développement socio-émotionnel ainsi que **des facteurs tiers**.

Ces dimensions appellent à une adaptation du système éducatif, non seulement dans ses contenus, mais aussi dans ses modalités pédagogiques et son organisation.

Le développement du langage

Avec plus de 180 nationalités[10] coexistantes sur son territoire, le Luxembourg est un pays multilingue. **Ce multilinguisme** représente **un avantage à double tranchant**. D'un côté, il constitue une richesse culturelle pour les élèves capables de s'adapter ; mais de l'autre, il peut représenter une contrainte insurmontable, par exemple pour les enfants lusophones ou francophones – très fortement présents au Luxembourg -, et limiter les possibilités scolaires dès le départ. En effet, les élèves qui rencontrent des difficultés avec l'allemand ou le luxembourgeois risquent, à un moment donné de leur parcours, de s'échouer. Ils se retrouvent dans des apprentissages ou des parcours qu'ils n'auraient jamais envisagés sans ces difficultés linguistiques. Ceci vise d'autant plus les familles qui n'ont pas l'aisance matérielle d'inscrire leurs enfants dans une école européenne ou un internat transfrontalier.

Dans ce contexte, le **projet « Alpha »**, qui propose une alphabétisation en français dans l'enseignement fondamental, est incontournable. Mais ce projet doit être accompagné des ressources nécessaires **à la hauteur des enjeux**.[11]

Un échec ne peut plus être toléré à ce niveau. En effet, malgré de nombreux efforts au fil des années, le Luxembourg n'a pas encore réussi à maîtriser les **inégalités éducatives**.

Le développement cognitif, les troubles du spectre autistique

Les élèves présentant des capacités physiques ou mentales limitées rencontrent de nombreuses difficultés à s'intégrer durablement dans le système éducatif luxembourgeois, et, par la suite, dans le monde professionnel. Leurs besoins spécifiques ne disparaissent pas simplement à des âges déterminés (12, 16, 18 ou 24 ans – âges palier), et **les transitions éducatives**, notamment entre le fondamental et le secondaire, ou à la fin de la scolarité obligatoire, sont souvent mal prises en charge au Luxembourg. Des améliorations sont nécessaires à ce niveau afin de permettre une meilleure inclusion de ces élèves dans la société.

Toujours davantage d'élèves présentant des troubles comportementaux peinent à maîtriser leurs émotions et, en situation de stress, provoquent des situations difficiles en classe, à la maison relais ou à l'extérieur de l'école. Cela devient difficile non seulement pour l'élève concerné, mais aussi pour les enseignant·e·s, les éducateurs·trices, les parents et les autres élèves. Un accompagnement renforcé ainsi que **davantage de ressources de soutien** adaptées aux besoins spécifiques sont nécessaires .[12]

FEDAS Luxembourg – Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg asbl
4, rue Joseph Felten ● L-1508 HOWALD ● T. 46 08 08 – 1 ● fedas@fedas.lu ● fedas.lu ● RBS Luxembourg F5379

Le développement socio-émotionnel

« La situation sociale au Luxembourg s'est significativement dégradée en 2023, notamment dans les domaines du coût du logement et de la pauvreté. ***La part des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a atteint 21,4 %****, un niveau légèrement supérieur à la moyenne européenne (21,3 %). Cette tendance est encore plus marquée pour les enfants, avec un taux de 26,1 % contre 24,8 % dans l'UE, reflétant une situation particulièrement difficile pour beaucoup d'enfants et d'adolescents.* »[13] Les **familles monoparentales** sont particulièrement exposées à cette précarité. La crise du logement actuelle et les coûts énergétiques élevés amplifient cette situation.

Aujourd'hui, **un·e enfant sur douze** au **Luxembourg vit dans un contexte de privation** [14]. Cela signifie qu'il / elle ne peut pas participer à des activités périscolaires, ne possède pas de livres adaptés à son âge, ou que ses parents ne peuvent pas lui permettre d'inviter des ami ·es à la maison. L'enfant ne peut guère participer à la vie culturelle : la piscine, le cinéma et les concerts restent hors de portée. Parfois, l'enfant n'a même pas deux paires de chaussures convenables et souffre de malnutrition. [15] Ce contexte génère de l'auto-exclusion et des comportements antisociaux involontaires.

La **précarité est un facteur déterminant du décrochage scolaire**[16] et de l'exclusion sociale ultérieure. Il est impératif d'agir **en amont**, en assurant des conditions de vie dignes à chaque enfant. Lorsqu' un·e enfant grandit dans la précarité et quitte le système scolaire prématurément, le risque de chômage, d'isolement et de négligence augmente considérablement. **Ce cercle vicieux de la pauvreté intergénérationnelle doit être brisé.**

La Société Nationale des Habitations à Bon Marché S.A. (SNHBM) a récemment annoncé que 80 % de la population luxembourgeoise serait éligible à ses logements.[17] Une telle affirmation interroge : « L**'offre initialement destinée aux plus modestes s'élargit-elle** parce que la classe moyenne elle-même **bascule vers la précarité** ? »

Il devient en tout cas toujours plus évident que **l'écart entre riches et pauvres se creuse**[18] et que le nombre de travailleur·euse·s pauvres, les « *working poor* », et celui de personnes exposées à la pauvreté de vieillesse augmente[19] considérablement.

Une politique éducative ne peut faire abstraction de ce contexte social et économique. L'éducation est indissociable du logement, de la santé, de la culture, du respect et de la reconnaissance.

Facteurs tiers

A côté de ces facteurs, de **nombreuses** autres **raisons contribuent** à expliquer l'abandon scolaire au Luxembourg[20]. Le harcèlement à l'école, les conflits avec le personnel encadrant, les problèmes de santé ou familiaux, la consommation de drogues, le manque de connaissances quant aux offres disponibles ou simplement une orientation inadéquate[21], sont autant de facteurs susceptibles d'avoir des répercussions majeures sur l'élève.

Un sujet encore trop peu abordé est celui des **jeunes LGBTQIA+**, souvent victimes d'exclusion, de discrimination ou de violences verbales. Selon l'étude HBSC « Health Behaviour in School-aged Children » de 2022, environ 3 % [22] de la population luxembourgeoise ne s'identifie pas au sexe qui lui a été assigné à la naissance. L'inclusion scolaire repose sur **une réelle éducation au respect, à la**

FEDAS Luxembourg – Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg asbl
4, rue Joseph Felten ● L-1508 HOWALD ● T. 46 08 08 – 1 ● fedas@fedas.lu ● fedas.lu ● RBS Luxembourg F5379

diversité de genre et à l'égalité, dès le plus jeune âge. Il est donc essentiel d'aborder de manière approfondie les questions LGBTQIA+ au sein des écoles. **L'homophobie et toute forme de haine ne doivent pas avoir de place dans notre société et particulièrement pas en classe.**

Il existe aussi des principes qui encouragent les jeunes à se sentir acteurs de leur avenir et à participer pleinement à leur éducation. **Les valeurs démocratiques jouent un rôle essentiel dans la formation des jeunes**, notamment dans le cadre scolaire. La démocratie enseigne aux élèves l'importance de la participation active, de l'égalité des chances et du respect des opinions diverses. **Un environnement scolaire démocratique, où chacun a une voix et où les différences sont valorisées, peut renforcer la motivation des élèves et prévenir le décrochage scolaire.**

En offrant aux jeunes les moyens de s'exprimer, de prendre des décisions et de se sentir impliqué·e·s, on les aide à comprendre que leur réussite scolaire est un droit. Cela peut être un levier puissant pour lutter contre les sentiments d'isolement et d'injustice qui souvent conduisent à l'abandon scolaire.

En résumé

Si, à première vue, confier à un seul ministre la responsabilité de l'Éducation et du Logement peut sembler contradictoire, une analyse plus approfondie révèle pourtant une certaine logique à aborder conjointement deux domaines d'une telle ampleur et complexité au Luxembourg. Toutefois, cette concentration des responsabilités soulève une question essentielle sur la **capacité du gouvernement à traiter de manière cohérente des problématiques profondément interconnectées**. Car au Luxembourg, les inégalités éducatives, la crise du logement, la précarité, la pauvreté intergénérationnelle et l'exclusion sociale sont toutes **des facettes d'une même polycrise systémique**[23]**.**

Toutefois, actuellement trop de politiques sont mises en œuvre **sans suivi ni mécanismes d'évaluation suffisants**. Cette opacité empêche non seulement d'en mesurer l'efficacité, mais aussi d'en tirer les leçons pour améliorer les dispositifs existants. Une meilleure articulation entre les ministères et les acteurs du terrain permettrait non seulement de mieux comprendre les besoins réels de la population, mais aussi de **coconstruire des solutions adaptées**, ancrées dans la réalité.

Bien sûr, **d'importants efforts ont été réalisés ces dernières années.** L'extension de l'âge de l'obligation scolaire de 16 à 18 ans, destinée à offrir aux jeunes davantage de temps pour se former[24], pourrait être considérée comme un progrès. Cependant, **sans des mesures d'accompagnement adéquates, cette prolongation ne suffira pas à résoudre le problème de fond, et elle demeure inadaptée aux élèves à besoins spécifiques**. Il est par ailleurs légitime de s'interroger sur la manière dont le taux de décrochage sera calculé à l'avenir, puisque la base de référence — à savoir le nombre d'élèves non soumis à l'obligation scolaire — changera. De surcroît, un certain pourcentage de jeunes précoces, parfois à haut potentiel, continuera à décrocher. Ceux-ci ne souhaitent pas forcément une scolarité prolongée, mais auraient davantage besoin d'un accompagnement individualisé, tel qu'un « coach », pour concrétiser leur projet de vie.

Même en saluant les efforts significatifs que le Luxembourg a fourni ces dernières années, l'enjeu est bien trop crucial pour s'en contenter. Il est important d'engager **un véritable dialogue social**

FEDAS Luxembourg – Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg asbl
4, rue Joseph Felten ● L-1508 HOWALD ● T. 46 08 08 – 1 ● fedas@fedas.lu ● fedas.lu ● RBS Luxembourg F5379

ambitieux, incluant toutes les parties prenantes : élèves, jeunes, parents, enseignant·e·s, éducateur·trice·s, soignant·e·s, chercheur·euse·s, travailleur·euse·s sociaux, responsables politiques...

L'abandon scolaire n'est donc que la célèbre pointe de l'iceberg[25]. En profondeur, ce sont des mécanismes d'exclusion, des normes rigides, un manque de reconnaissance de la diversité des parcours qui contribuent à l'échec scolaire. Il est essentiel de questionner ces normes : faut-il vraiment que tous les élèves se conforment à un seul modèle de réussite ? D'autres pays expérimentent-ils des approches alternatives, plus souples, plus humaines et voudrait-on s'en inspirer ?

Nous proposons la création d'un « think tank » interdisciplinaire sur le décrochage scolaire, non pour le stigmatiser comme un échec, mais pour l'analyser comme **un signal, une opportunité d'apprentissage pour le système lui-même**. Ce **laboratoire d'idées** pourrait nourrir une réforme des valeurs éducatives, une plus grande tolérance à la diversité des trajectoires et une reconnaissance du potentiel de chaque jeune, quel que soit son parcours, en incluant leur voix dans la construction du système qui les concerne.

Ce n'est qu'ensemble, en assumant collectivement notre responsabilité, que nous pourrons **briser la chaîne du décrochage** et construire un système éducatif réellement inclusif, équitable et profondément humain.

FEDAS Luxembourg

---

[1] Dans le cadre de la réponse du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à la question parlementaire n° 1935 ainsi que le nouveau rapport sur le décrochage scolaire du 22 mai 2025, disponible en ligne : https://menej.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement2024%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2025%2B05-mai%2B22-snj-decrochage-scolaire.html, la **FEDAS tient à préciser qu'elle n'a pas été en mesure de vérifier des chiffres ni la base de données** pour établir les statistiques. Néanmoins, au-delà des chiffres, la FEDAS rappelle que **chaque situation d'abandon scolaire représente un parcours individuel et une réalité sociale complexe**, nécessitant une attention particulière et des dispositifs d'accompagnement adaptés. Les statistiques ne doivent pas occulter les enjeux humains et sociaux sous-jacents à ce phénomène.

[2] Chambre des Députés du Luxembourg, *Réponse de Claude Meisch à la Question parlementaire n° 1935 posée par le député Marc Spautz*, 14 mars 2025, Disponible en ligne : https://www.chd.lu/fr/question/28362

[3] Catherine Blaya, Jean-Luc Gilles, Ghislain Plunus, Chantal Tièche Christinat (2011), « Accrochage scolaire et alliances éducatives : vers une intégration des approches scolaires et communautaires », Éducation et francophonie, vol. 39, n°2, p.227-249.

[4] Voir la question parlementaire n° 1956 relative aux « Pratiques de redoublement et rallongement dans l'enseignement fondamental et secondaire » : Chambre des Députés du Luxembourg, *Réponse de Claude Meisch à la Question parlementaire n° 1956 posée par les députés Francine Closener et Ben Polidori*, 28 mars 2025, disponible en ligne : https://www.chd.lu/fr/question/28386

[5] Plus précisément 2323 sur 27489 élèves, soit 8,45 %, voir la question parlementaire n° 1956 précitée.

[6] Voir le graphique « Évolution du retard scolaire » à la page 152, Rapport d'activité 2024 du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Luxembourg, mars 2025, 160 pages, https://men.public.lu/fr/publications/rapports-activite-ministere/rapports-ministere/rapport-activites-2024.html

[7] SCRIPT & LUCET (2024), Nationaler Bildungsbericht, Luxemburg 2024, p. 166. Disponible en ligne: https://bildungsbericht.lu/

[8] Rémi Thibert (2013), « Le décrochage scolaire : diversité des approches, diversité des dispositifs », Dossier d'actualité, veille et analyses, n°84.

[9] Gantenbein Michèle**.** *Zahl der Schüler mit Förderbedarf massiv angestiegen*. Luxemburger Wort, 2 avril 2025. Disponible en ligne : https://www.wort.lu/

[10] 184 nationalités au 31 mars 2025 pour être exact, sans compter les apatrides, indéterminés et la nationalité yougoslave voir: https://data.public.lu/fr/datasets/registre-national-des-personnes-physiques-rnpp-nombre-de-ressortissants-par-nationalite-et-par-commune-number-of-citizens-per-nationality-and-municipality/

FEDAS Luxembourg – Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg asbl
4, rue Joseph Felten ● L-1508 HOWALD ● T. 46 08 08 – 1 ● fedas@fedas.lu ● fedas.lu ● RBS Luxembourg F5379

[11] Voir la question et réponse parlementaire n° 1945 « Projet "Alpha Zesumme wuessen - alphabétisation en français" » du 14 février 2025 posée de Francine Closener aux ministres Claude Meisch et Léon Gloden https://www.chd.lu/fr/question/28373

[12] « En tant que syndicat, nous constatons malheureusement que les mesures de soutien ou l'appui pédagogique sont souvent utilisés, et même de plus en plus, pour encadrer des enfants présentant des troubles du comportement. Par conséquent, les enfants ayant des difficultés d'apprentissage en font les frais car ils peuvent de moins en moins bénéficier de ces mesures de soutien. » Voir page 133 : Orientations pour une réduction de l'impact des inégalités d'origine sociale dans le système éducatif (ONQS) : une perspective syndicale, Joëlle Damé (SEW/OGBL), pages 128 – 145 dans : Bildungsungerechtigkeit in Luxemburg – Ursachen, Analysen und Lösungsansätze, Fondation Robert Krieps, 152 pages, 2024.

[13] Source : Econews 15/2024 de la Chambre des Salariés Luxembourg « Situation Sociale au Luxembourg : L'Europe s'inquiète ! » cf. https://www.csl.lu/app/uploads/2024/12/econews-15-2024.pdf

[14] Pauvreté et déprivation des enfants au Luxembourg, Quelques éléments de contexte, Anne-Catherine Guio - LISER, Pages 39-48, dans : Bildungsungerechtigkeit in Luxemburg – Ursachen, Analysen und Lösungsansätze, Fondation Robert Krieps, 152 pages, 2024.

[15] Ibid.

[16] "Il existe plusieurs éléments qui expliquent le décrochage scolaire et de nombreuses études ont permis de les mettre en évidence : le genre, l'origine sociale, la langue maternelle, les capacités cognitives et non cognitives" Le niveau de précarité financière et matérielle peut aggraver la situation. Voir « Les jeunes NEETs au Luxembourg, Décrire et comprendre le phénomène pour mieux agir », Service National de la Jeunesse, 2017
https://www.enfancejeunesse.lu/wp-content/uploads/2021/07/1704038_Brochure_Etudes-et-conferences_Les-jeunes-NEETs_4.pdf

[17] Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM), « *80% de la population au Luxembourg est éligible à un logement vendu par la SNHBM* », 24 février 2025. Disponible en ligne : https://snhbm.lu/actualites/

[18] « Les 20% des personnes les plus aisées ont un niveau de vie moyen 4.7 fois plus élevé que celui des 20% les moins aisées. » Voir « Près d'une personne sur cinq toujours en risque de pauvreté malgré une légère baisse »
https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2025/stn08-25-silc.html

[19] « Les personnes âgées de plus de 65 ans sont moins nombreuses à être touchées par la pauvreté (10,5 % en 2023). Néanmoins, elles en souffrent alors davantage, leur revenu étant plus bas que pour la moyenne des gens en situation de pauvreté. » https://www.science.lu/fr/science-check/comment-evolue-pauvrete-luxembourg
« Selon la CSL, le risque de pauvreté chez les retraités a doublé depuis 2012, année de la dernière réforme des retraites au Luxembourg. » https://infos.rtl.lu/actu/luxembourg/a/2258924.html

[20] Voir les rapports du MENJE « Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg » pour les années 2022/2023, 2021/2022, 2020/2021 et 2021. Disponible en ligne sur le site : https://men.public.lu/fr/publications.html

[21] Hauret, L., Lejealle, B., Maas, R., & Misangumukini, N. (2021). Regards de jeunes sur leur parcours de décrochage dans l'enseignement général. (Les rapports du LISER). LISER. Disponible en ligne : https://liser.elsevierpure.com/en/publications/

[22] « Contexte social des enfants et adolescents en âge scolaire au Luxembourg »
Rapport sur l'étude HBSC Luxembourg de 2022 https://hbsc.uni.lu/fr/ , voir page XII :
« Le terme « non cisgenre » comprend les adolescents transgenres et ceux qui ont une identité de genre non binaire, ce qui correspond à 3,2 % des adolescents interrogés. »
https://orbilu.uni.lu/bitstream/10993/61625/1/HBSC_2022_Rapport%20Contexte%20social.pdf
et voir le Bildungsbericht 2024 https://bildungsbericht.lu/ à la page 134: „Im Jahr 2022 nahmen insgesamt 9.432 Schüler*innen aus 688 Klassen und 152 Schulen an der Umfrage teil. Die Sekundarschüler*innen wurden zu ihrem bei der Geburt eingetragenen Geschlecht und ihrer Genderidentität befragt. Für diesen Beitrag wurden sie in folgende Kategorien eingeteilt: a) geschlechtskonforme Jungen (männlich geboren, identifizieren sich als Jungen; 50,9 %); b) geschlechtskonforme Mädchen (weiblich geboren, identifizieren sich als Mädchen; 45,6 %) und c) nicht geschlechtskonforme Jugendliche (deren Genderidentität vom bei der Geburt eingetragenen Geschlecht abweicht; 3,5 %).“

[23] Face à cette réalité, la **FEDAS Luxembourg**, représentant aujourd'hui près de 200 associations et fondations opérant dans le secteur social, appelle à **la création d'une instance centrale ou d'une commission des Affaires Sociales qui permettrait une approche coordonnée autour des multiples facettes d'un même problème.** Cette instance aurait pour mission de penser et d'agir de manière transversale, avec une **approche holistique**, systémique et ancrée dans une connaissance fine des réalités sociales, munie d'une gouvernance capable de **sortir de la logique en silo**, où chaque administration agit de façon isolée, sans coordination ni évaluation rigoureuse de ses impacts. Grâce à l'engagement quotidien de plus de 15 000 professionnels travaillant dans le cadre de la convention collective des travailleurs du secteur de l'aide et des soins (CCT-SAS), notre fédération contribue activement à la cohésion sociale du pays et au bien-être des bénéficiaires.

[24] Hauret, L., Lejealle, B., Maas, R., & Misangumukini, N. (2021), op. cit.

[25] "*Die Lehrkräfte können dieses Problem nicht allein bewältigen, daher ist auch eine Aufklärung und Sensibilisierung der Eltern und auch der gesamten Gesellschaft nötig, um das Bewusstsein für das Thema der Chancengerechtigkeit zu schärfen und sich gemeinsam für Lösungen zu engagieren.*"
Enesa Agovic, Gerechte Bildungschancen für alle - ewiger Wunsch oder mögliche Wirklichkeit?, pages 115-126, dans: Bildungsungerechtigkeit in Luxemburg – Ursachen, Analysen und Lösungsansätze, Fondation Robert Krieps, 152 pages, 2024.

FEDAS Luxembourg – Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg asbl
4, rue Joseph Felten ● L-1508 HOWALD ● T. 46 08 08 – 1 ● fedas@fedas.lu ● fedas.lu ● RBS Luxembourg F5379